

Yemaya

No. 7 LETTRE DE L'ICSF SUR LES QUESTIONS DE GENRES DANS LE SECTEUR DE LA PÊCHE

AOÛT 2001

Editorial

Chères amies, chers amis

Dans ce numéro de YEMAYA vous trouverez, venus d'Afrique, d'Amérique latine et du Canada, des articles qui parlent d'initiatives visant à renforcer l'organisation des femmes dans la pêche. On verra ce qu'elles font, en tant que transformatrices, commerçantes et membres des communautés de pêcheurs, pour se donner plus de poids politique et mieux assurer ainsi l'avenir économique, so-cial et culturel de leurs communautés.

Il y a le compte-rendu de l'atelier sur les contraintes du développement du marché du poisson transformé en Afrique de l'Ouest et de la Foire ouest-africaine de la transformation artisanale du poisson qui ont eu lieu à Dakar du 30 au 3 juin 2001. Ces manifestations avaient pour but d'attirer l'attention des décideurs et du public sur l'importance économique, sociale et culturelle de la transformation et de la commercialisation artisanales du poisson dans cette région d'Afrique. Il y a aussi la Déclaration rédigée par les participantes à l'issue de l'atelier. Les artisanes transformatrices et commerçantes se sont engagées à œuvrer ensemble pour créer leur propre réseau à divers niveaux.

Deux articles nous sont venus d'Amérique latine, du Chili et du Pérou. Ils parlent de ce qui a été entrepris pour qu'au sein des organisations professionnelles, les femmes de la pêche aient leur place et

leur mot à dire. On en est encore au tout début du processus, et il y aura certainement beaucoup à faire avant que les femmes trouvent la place qu'elles méritent dans ces structures.

Puis il y a le compte-rendu de la réunion qui marquait le premier anniversaire de l'*Atelier sur les genres, la mondialisation et la pêche* organisé à Terre-Neuve, Canada, en mai 2000 (voir le tirage spécial de *Yemaya*, août 2000). Le réseau que les participantes, femmes de la pêche et chercheuses spécialisées avaient mis en place à cette occasion est toujours actif : c'est encourageant ! « L'énergie et l'enthousiasme de ce mois de mai n'ont pas fléchi. Je suis fière de participer à ce projet et de constater qu'il inspire aussi les petites communautés plus excentrées du pays, la mienne en particulier. »

Nous reprenons pour la première fois un article d'un autre bulletin, *Coastal Community News*, qui est publié par le Coastal Community Network de Nouvelle-Ecosse, Canada, notamment parce qu'il exprime bien le sentiment de frustration éprouvé par les femmes de la pêche et ceux qui les soutiennent face aux difficultés rencontrées lorsqu'il s'agit de faire figurer les problèmes de genres dans les débats consacrés à la pêche.

N'hésitez pas à nous envoyer vos commentaires, vos suggestions, un article. Le prochain numéro de *Yemaya* devant paraître en décembre 2001, il serait souhaitable que votre courrier



Pages Intérieures

Sénégal....	2,3,5,6
Chili.....	6
Pérou	8
Canada.....	9,11

Afrique/ Sénégal

Parlons boutique

Compte-rendu de l'Atelier sur les contraintes du développement du marché du poisson artisanalement transformé en Afrique de l'Ouest

L'atelier s'est tenu du 30 mai au 1 juin 2001, juste avant la *Foire ouest-africaine du poisson transformé* (2-3 juin). Ces deux manifestations étaient organisées par l'ICSF, en collaboration avec le Collectif National des Pêcheurs artisanaux du Sénégal (CNPS) et du Centre de recherches pour le Développement des Technologies Intermédiaires de Pêche (CREDETIP), et avec l'appui du Programme pour des moyens d'existence durables de FAO-DFID. L'objectif était de permettre aux artisanes transformatrices et commerçantes de :

- Identifier les problèmes communs relatifs à la transformation et à la commercialisation au niveau régional ;
- Faire connaître leurs problèmes, et influencer ainsi les décideurs et l'opinion publique ;
- Echanger leur savoir-faire et renforcer leurs contacts commerciaux ;
- S'informer sur les services disponibles dans la région en matière d'information, de crédit, de vulgarisation.

Ont participé à cet atelier 64 personnes venues de 13 pays d'Afrique de l'Ouest : Sénégal, Gambie, Guinée Conakry, Ghana, Sierra Leone, Mali, Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire, Togo, Bénin, Nigeria, Burkina Faso, Mauritanie. Il y avait des représentants de la pêche artisanale, des transformatrices et des commerçantes, des représentants d'Ong et d'organismes publics qui fournissent un appui aux populations de pêcheurs de la région.

Il y avait aussi des représentants du Programme pour des moyens d'existence durables dans la pêche (PMEDP) de FAO-DFID, de DFID (Department for International Development, Royaume-Uni), du Bureau régional de la FAO pour l'Afrique et des fonctionnaires du service des pêches des pays concernés. Etaient également présents des délégués d'organismes français et mozambicains impliqués dans le secteur de la pêche artisanale.

Au cours de ces trois journées, les transformatrices et commerçantes ont pu se rencontrer et débattre avec

leurs sympathisants, de manière concrète et ciblée, des principaux sujets de préoccupation. Les déléguées de Mauritanie font remarquer que la transformation du poisson est une activité relativement nouvelle dans ce pays, où l'insuffisance du réseau routier rend le transport des produits malaisé. Elles attirent aussi l'attention sur la présence massive de chalutiers étrangers sur les côtes, avec tous les effets que cela peut avoir sur l'état de la ressource.

Les déléguées du Sénégal parlent de la nécessité de sensibiliser les décideurs afin de mieux répondre aux attentes des commerçantes. Elles citent quelques-uns des problèmes auxquels sont confrontées les artisanes sénégalaises : on manque d'infrastructures et de matériel pour transformer le poisson et entreposer la production, l'espace de travail sur les plages se réduit du fait de l'emprise croissante des activités touristiques, l'administration rend aussi les choses difficiles (avec toutes ces taxes locales et les tracasseries de la police), le secteur artisanal local souffre de la concurrence des bateaux étrangers qui opèrent dans le cadre des accords de pêche signés entre le Sénégal et l'Union européenne.

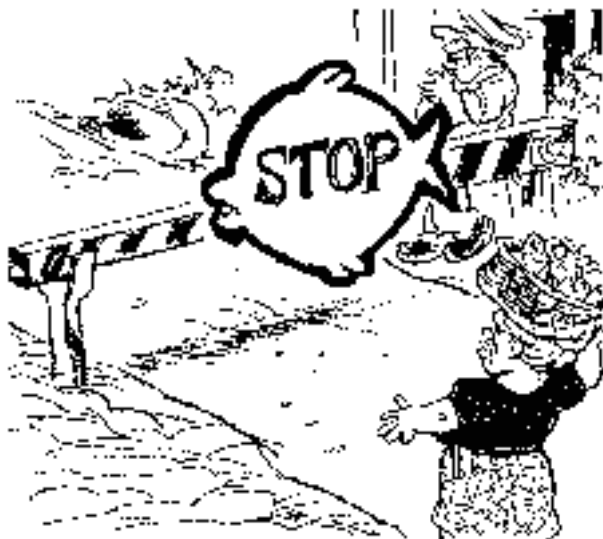
La déléguée de la Sierra Leone parle de l'instabilité politique et sociale de son pays, lourde de conséquences pour les populations et l'économie, notamment pour les artisanes. Elle espère que la période de paix actuelle durera.

La déléguée de Guinée Conakry cite les problèmes suivants, pour ce qui concerne son secteur : manque de bois pour les fours, droits de douane élevés, coûts élevés du transport, instabilité politique dans la région, ce qui rend difficile l'accès à un certain nombre de marchés.

Une déléguée du Nigeria s'exprime avec force sur les taux élevés de perte après capture dans les estuaires et cours d'eau de son secteur à cause du manque de moyens financiers et de matériel adéquat pour la transformation et le stockage.

Les participantes de la Côte d'Ivoire attirent l'attention sur la diminution progressive de la ressource et des difficultés à se procurer la matière première. Celles qui disposent de capitaux peuvent s'approvisionner au port. La plupart ne peuvent pas le permettre. Pour être plus sûres d'avoir du poisson, les transformatrices

font des avances d'argent aux pêcheurs, ce qui n'empêche d'ailleurs pas ces derniers de vendre à d'autres s'ils peuvent obtenir de meilleurs prix. Ces déléguées citent également le problème des droits de douane et des taxes locales. Nombreuses sont les transformatrices qui préfèrent rester au village et céder à moindre prix leur production à des grossistes plutôt que d'avoir à palabrer aux divers postes de contrôle qu'il faut bien traverser avant d'arriver au marché.



Les participantes du Ghana, du Togo et du Bénin citent les points suivants : amenuisement de la ressource, causé en grande partie par l'activité des chalutiers dans la bande côtière qui affecte les captures des flottilles artisanales, et par conséquent l'approvisionnement des transformatrices, coût élevé de la matière première (beaucoup d'entre elles préfinancement les sorties en mer, mais même dans ce cas elles ne sont pas sûres d'emporter la pêche), crédit difficile à obtenir...

Il est à noter que les femmes présentes ne parlaient pas seulement de ce que le gouvernement ou d'autres organisations pourraient ou devraient faire pour elles mais aussi de ce qu'elles devraient faire elles-mêmes en assumant leurs responsabilités dans les processus.

Il est évident que, avec des appuis appropriés et des politiques adaptées, ces femmes dynamiques pourraient renforcer leurs contacts, ce qui ne manquerait pas de développer les échanges au sein de la région, d'y améliorer la sécurité alimentaire, de diversifier l'activité et les moyens d'existence durables dans le secteur de la pêche artisanale, de favoriser l'intégration régionale.

Nous réclamons des appuis, pas la charité

Le troisième jour, un certain nombre de décideurs étaient présents à l'atelier. Dr N'Diaga Gueye, directeur des pêches du Sénégal, a félicité les organisateurs et les participantes puis il s'est étendu sur l'avenir du secteur de la transformation dont il a souhaité la modernisation : on ne peut pas garder un pied dans le Moyen Age et l'autre dans le troisième millénaire. Il ne faut pas, dit-il, que les enfants des transformatrices aient l'impression qu'ils sont condamnés à vivre de la même façon que leurs parents. Il faut qu'ils aillent à l'école ! « Si j'avais de l'argent à investir, je ne le mettrais pas dans des séchoirs ou des aires de séchage, mais j'ouvrirais des écoles pour les enfants ».

Thérèse Senghor, transformatrice membre de la branche féminine du CNPS, Sénégal, répond à ces remarques, disant que les transformatrices n'ignorent pas l'importance de la scolarisation pour leurs enfants. Soulignant la nécessité de soutenir l'activité des transformatrices et des commerçantes, elle note que c'est en fait grâce à ce travail qu'elles arrivent à payer l'école pour leurs enfants, et dans la dignité et sans demander la charité.

Afrique/Sénégal

La filière a besoin d'être soutenue

Déclaration finale de l'Atelier sur les contraintes du développement du marché du poisson transformé en Afrique de l'Ouest

Le poisson est important pour la sécurité alimentaire de la région ouest-africaine et les transformatrices et commerçantes du secteur artisanal jouent un rôle crucial pour une meilleure distribution du poisson dans la région.

La transformation et la commercialisation artisanales du poisson sont d'une grande importance sociale, culturelle et économique dans la région.

La transformation et la commercialisation du poisson fournissent un revenu et un emploi pour des centaines de milliers de personnes, spécialement les femmes, et sont des activités cruciales pour la pérennisation du mode de vie des communautés de pêcheurs de la région.

Reconnaissant cela, nous, représentant(e)s des organisations de travailleurs du poisson et d'ONG de

12 pays de la région Ouest Africaine (Sénégal, Gambie, Sierra Leone, Mauritanie, Burkina Faso, Guinée Conakry, Guinée Bissau, Côte d'Ivoire, Bénin, Togo, Ghana, Nigeria) participant à cet atelier, nous nous engageons à travailler ensemble et à promouvoir la transformation et la commercialisation artisanale dans la région.

Pour atteindre cela, nous sommes bien conscients qu'une action participative est requise au niveau des communautés de pêcheurs et des organisations professionnelles, au niveau des ONG qui travaillent en soutien des communautés de pêche, tant au niveau national, régional qu'international.

Nous demandons aux gouvernements, ainsi qu'aux organisations sous-régionales et multilatérales, de soutenir la transformation et la commercialisation de la manière suivante :

1. Commerce du poisson

a) Faciliter l'application rapide des programmes CEDEAO (Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest), ceux qui font référence à :

- La réduction et la simplification des formalités complexes de douane et de commerce ;
- L'élimination des taxes imposées sur les produits de la pêche transformés de façon artisanale commercialisés dans la région ;
- La réduction des difficultés commerciales qui proviennent de l'utilisation de monnaies différentes dans la région, travailler à l'établissement d'une monnaie commune.

Publier ces mesures dans les médias, par des affichages aux points de contrôle et dans les bureaux des autorités.

- b) Réduire le nombre des points de contrôle de douane et de police et stopper le harcèlement des femmes commerçantes de poisson ;
- c) Améliorer les facilités de transport dans la région en construisant des routes convenables qui relient les centres de pêche et de transformation aux marchés importants de la région ; améliorer et rénover les infrastructures ferroviaires existantes et en construire de nouvelles ; faciliter la mise à disposition de bateaux cargo pour le transport du poisson dans la région, tant par mer que par les routes fluviales ;
- d) Assister les associations de femmes commerçantes de poisson pour obtenir et gérer leurs propres véhicules pour le transport de poisson ;
- e) Créer et soutenir les banques qui octroient des micro-crédit, et offrir un crédit à faible taux

d'intérêt pour les femmes transformatrices et commerçantes;

- f) Faciliter la dissémination de l'information concernant les marchés, les prix, les réglementations commerciales par la radio locale et d'autres médias de masse, et améliorer l'infrastructure de télécommunication dans la région ;
- g) Utiliser les taxes du marché pour améliorer les infrastructures du marché, pour fournir un abri et un accès à l'espace de vente, pour améliorer les sanitaires et l'approvisionnement en eau, et pour créer des espaces de stockage pour les produits de la pêche ;
- h) Créer un marché central pour le poisson transformé dans chaque pays.

2. Transformation du poisson

- a) Reconnaître le droit des transformatrices des communautés côtières aux sites de transformation sur les plages par des arrangements appropriés comme des titres de propriété des terrains, pour éviter leur éviction par des activités comme le tourisme ;
- b) Assurer que les facilités pour le stockage, l'approvisionnement en eau, les sanitaires et l'approvisionnement en électricité soient mis en place sur les sites de transformation, ainsi que des services de garde d'enfants ;
- c) Fournir une formation pour améliorer les méthodes de transformation de poisson, l'emballage et le stockage, afin d'assurer une meilleure qualité du produit ;
- d) Promouvoir l'utilisation de technologies appropriées pour une meilleure utilisation du combustible, de façon à réduire les risques pour la santé auxquels doivent faire face les femmes transformatrices ;
- e) Faciliter l'accès à la terre qui puisse être géré par les femmes transformatrices comme zones de bois à brûler pour l'approvisionnement en combustible;
- f) Faciliter la mise à disposition de crédit à faible taux d'intérêt pour les femmes transformatrices.

3. Accès au poisson

- a) Etant donné que les activités de transformation artisanale du poisson dépendent de façon centrale des captures effectuées par la pêche artisanale et de l'existence durable de ressources, il faut protéger les intérêts du secteur artisanal de capture et améliorer l'état des stocks de la façon suivante:

- Appliquer les législations actuellement en vigueur, mettre en place des mesures de surveillance, de contrôle efficaces, restreindre les activités destructrices de chalutage et réguler l'utilisation de filets mono filaments, des sennes tournantes et des sennes de plage, spécialement dans la zone côtière ;
- Réduire le nombre des bateaux étrangers qui opèrent dans le cadre des accords de pêche et autres arrangements, spécialement ceux qui visent les espèces pélagiques et assurer que ces bateaux observent les termes et conditions de l'accord et ne s'engagent pas dans la pêche pirate et autres pratiques illégales ;
- Utiliser les médias pour sensibiliser les communautés de pêche aux mesures de gestion des pêcheries et faciliter les stages et les programmes d'échanges sur ces enjeux.

b) Assurer qu'une infrastructure appropriée et adéquate aux sites de débarquement, incluant des boîtes isolantes, des facilités pour la réfrigération et le stockage, afin de réduire les gaspillages et les pertes après capture.

Nous reconnaissons la nécessité d'avoir des organisations locales et régionales et nous nous engageons à travailler ensemble sur ces enjeux. Nous demandons aux gouvernements et aux organisations sous-régionales, régionales et multilatérales ainsi qu'aux ONG de nous appuyer dans ce processus.

Afrique/ Sénégal

La Foire du poisson transformé

Les 2 et 3 juin 2001 à Dakar, cela a été l'occasion de prendre des contacts pour faire des affaires et pour renforcer les liens entre les diverses organisations

Au cours des deux journées consacrées à la Foire, les délégations venues des 13 pays participants ont pu exposer les produits qu'ils avaient amenés. C'était la première fois que ces personnes participaient à une manifestation de ce genre. Sur certains étals, il y avait juste quelques échantillons de la production du pays, mais d'autres étaient décorés avec beaucoup d'imagination. La délégation mauritanienne en particulier s'était efforcée de créer un air de Mauritanie dans son espace, avec des tapis et des tentes typiques. On pouvait voir un large assortiment de produits joliment disposés et une petite expo-photos sur la pêche artisanale mauritanienne.

L'étal du Bénin était également intéressant, avec du poisson transformé et aussi des denrées comestibles et divers articles venus du Bénin, à vendre. Faisant preuve d'entreprise, cette délégation a préparé de délicieuses recettes béninoises tout au long de la Foire, et elle a fait de bonnes affaires. Le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique, le PMEDP, ADEPA et l'Institut de Technologie Alimentaire du Sénégal (ITA) avaient aussi leur espace.

Beaucoup de délégations discutaient entre elles d'éventuelles relations d'affaires. Des groupements de transformatrices en Mauritanie, au Sénégal, en Gambie pourraient-ils travailler le poisson selon les goûts des consommateurs ghanéens, béninois, togolais ou ivoiriens ? Comment s'effectuerait le transport ? Quelle est la meilleure saison pour venir voir quelles sont les possibilités ? Peut-on troquer du poisson contre de l'huile de palme ? Visitant la Foire on tombait sur ce genre de conversation.



Et on a entendu une transformatrice de Guinée Conakry promettre à une transformatrice ivoirienne son plein appui (endroit pour séjourner, un four pour fumer le poisson, etc.) si elle venait dans son village pour ramener en Côte d'Ivoire des produits transformés. Il y a eu aussi des demandes de renseignement émanant de l'extérieur. La délégation de Guinée-Bissau, par exemple, a parlé d'une commande éventuelle de barracuda salé et fumé. Les affaires qui auront été conclues à cette occasion vont sans doute rester largement confidentielles. Cela fait parti des pratiques commerciales ordinaires.

Afrique/ Sénégal

L'infatigable

Poème écrit à l'occasion de la Foire ouest-africaine

*du poisson transformé par Ibrahima Lakil Diakite,
du ministère des pêches et de l'aquaculture, Guinée
Conakry*

Toi, l'infatigable
Qui nourris sans calcul nos habitants
Toi, la femme
Qui rentre tard les soirs de bonheur ;
Ecoute, femme des débarcadères ;
Ecoute, toi l'artisane de nos espérances
Toi, femme des sols boueux
Qui peine sous les intempéries
Offre-moi un panier rempli de *Bonga*¹
Donne-moi ces poissons pélagiques
Qui donnent les douces saveurs
A la sauce d'arachide
Et à l'huile de palme.

Amazone des débarcadères
L'espoir gonfle ta poitrine
Comme le voilier sur la mer
Femme qui rentre tard le soir
Et qui veille toute la nuit
Sur les claies fumantes.
Femme fumeuse aux cheveux de feu
Femme des *poto-potos*²
Qui porte en son sein
Les lacs aux prénoms de Princesses et de Reines
Ton corps exhale la douce odeur
De poissons fumés par ta sueur
Femme fumeuse,
Je te fais pierre blanche, nœud de joie.

Femme,
Combien de bouches as-tu nourries
Du lait de ton sein
Et des gouttes de sueur de ton front ?
Que de bonheur pour les habitants
Des villes et villages de ce beau pays.
Que de joie pour les pêcheurs
Et pour les consommateurs

Ecoute,
Ecoute Piroguier aux lendemains
meilleurs
Sais-tu que le *konkoé*³ du *banda*⁴ amélioré
Est raffolé par ce grand peuple ?
Alors, alors
Fais des prières pour la fumeuse
Qui peine sur les quais des débarcadères
A regarder l'horizon
Pour scruter l'arrivée des pêcheurs

Ecoute le flouf flouf des pélagiques
C'est le bonheur qui se dessine
Sur l'océan de l'espérance.

Ecoute,
Ecoute piroguier,
Les claies rougies par la fumée
Le *Banda* englouti par cette fumée
C'est l'œuvre inestimable
De cette femme, auteur de notre vie
Et dont le corps exhale
Tous les parfums de la terre.

¹ ethmalose

² marais littoraux

³ poisson-chat (*Arius*)

⁴ four de fumage

Amerique Latine/ Chili

Les femmes tissent le réseau

*Au Chili, les femmes de la pêche se réunissent
pour débattre de leurs problèmes communs*

**par Jéssica Alfaro Alvarez, coordinatrice du
projet CONAPACH « Les femmes tissent le
réseau »**

La première réunion des Femmes de la pêche artisanale de la région Nord s'est tenue à Antofagasta du 27 au 29 juin 2001. Il y avait là trente-deux participantes représentant quatorze groupes de femmes des trois zones du Chili (nord, centre, sud) qui ont des activités liées à la pêche : capture, aquaculture, appât des hameçons, transformation, vente... Neuf de ces groupes sont de la région Nord. Cette réunion était organisée par des adhérentes du *Sindicato de Buzos Mariscadores* (syndicat des plongeurs coquilliers) de la *caleta* (localité de pêcheurs) Constitución-Isla Santa Maria. Elles font partie du réseau national des femmes de la pêche artisanale de CONAPACH (Confédération nationale des pêcheurs artisans du Chili).

Participaient également à cette rencontre des représentants de divers services publics de la région II et des fonctionnaires de l'administration centrale : Sernapesca, Dirección de Obras Portuarias, Sercotec, Sernam, UECPS (Unité de coordination du ministère des travaux publics). Ils ont exprimé leur soutien aux idées mises en avant au cours de la réunion.

La réunion entraine donc dans le cadre du projet « Les femmes tissent le réseau pour un avenir durable des *caletas* » qui est mis en œuvre par CONAPACH avec

un appui financier du *Fondo de las Américas*. C'est en janvier 2001 que les femmes du secteur artisanal ont constitué un réseau national et ont désigné des coordinatrices pour chaque zone. Les membres se réunissent depuis régulièrement, tous les deux mois, afin de mettre au point des stratégies qui permettront d'élargir et de renforcer le mouvement. Elles ont élaboré des plans par zones pour repérer les nouveaux groupements de femmes, approfondir les liens avec ceux qui sont déjà en contact avec le réseau, diffuser l'information sur les activités de réseau et trouver des financements pour le mouvement et les groupes de base.

La réunion d'Antofagasta, qui entrait dans le cadre de ces projets de zone, était la plus importante jamais organisée par le Réseau national des femmes à ce jour. Cela a été un grand événement pour la coordination de la zone Nord et pour les femmes de CONAPACH. C'est une étape importante qui aura contribué à mettre en valeur le rôle des femmes dans la pêche artisanale.

Les participantes ont dit ce qu'elles attendaient de cette rencontre et comment elles pensaient s'insérer dans le programme d'action du réseau. Elles ont également parlé de la notion de « développement durable » et formulé des directives pour un « développement communautaire, économique et environnemental ».

Elles ont fait des suggestions pratiques pour parvenir à des résultats concrets dans leurs *caletas*. Elles ont demandé la mise en place de circuits de communication permanents entre leurs diverses organisations. Nombreuses étaient les participantes qui souhaitaient une plus grande fréquence des réunions à l'avenir car cela permettrait de renforcer la communication entre les groupes et donc de consolider le mouvement. Elles ont dit toute l'importance qu'elles accordaient au réseau des femmes. Il faut maintenant le renforcer et assurer une meilleure coordination, notamment en désignant davantage de représentantes.

On a parlé des problèmes de genres lors du débat sur la légitimité des *caletas*, où il y a des groupes de femmes et des groupes d'hommes. Les femmes devaient réaliser leurs possibilités, s'affirmer davantage. Pour cela il fallait leur donner plus d'occasions de partager et d'analyser leur vécu, de s'informer et d'apprendre mutuellement.

Les femmes ont aussi attiré l'attention des autorités sur la pêche illégale pratiquée par certains bateaux industriels qui entrent dans la zone des 5 milles, officiellement réservée à la pêche artisanale. Si les femmes de la zone Nord en général ne sont pas très

impliquées dans les activités syndicales, il est cependant clair qu'elles sont au moins informées sur deux aspects : la bande des 5 milles et la réglementation des pêches. La protection de la ressource, le respect des temps de fermeture de la pêche, l'amélioration des cours sont pour elles des sujets importants, ce qui montre bien qu'elles ont conscience des problèmes liés à la surexploitation des ressources halieutiques.



Elles ont aussi cité certains points sur lesquels il serait possible d'agir. En matière de développement économique, il faudrait par exemple soutenir des projets productifs qui permettraient d'améliorer la qualité de la vie grâce à une exploitation responsable de la ressource, un bon contrôle de la taille des captures notamment. Il faudrait analyser les possibilités, proposer des formations dans des domaines divers : organisation, cuisine, tourisme, transformation et vente de coquillages, confection d'habits de plongée...

En matière de développement communautaire, elles ont dit qu'il fallait mieux s'organiser, former des groupes, établir des alliances avec des organisations communautaires et environnementales. Elles ont également suggéré une action auprès de l'opinion publique pour sensibiliser les gens aux problèmes des populations de pêcheurs à travers les médias.

Elles ont parlé des problèmes dans les *caletas* : difficultés d'accès, manque de moyens de transport (ce qui ne facilite pas la vie des enfants d'âge scolaire), services d'eau et d'assainissement déficients, peu d'accès aux services de santé. Il faudrait des caissons de décompression pour les plongeurs, souvent victimes d'accidents. Dans les *caletas* où il n'existe pas de personnel médical, il faudrait former des secouristes, hommes et femmes, pour venir en aide aux victimes.

Les femmes s'inquiètent aussi du nombre élevé d'enfants qui abandonnent leur scolarité ou qui redoublent. Il faudrait des maternelles et d'autres écoles.

En matière d'environnement, elles ont cité deux directions générales pour agir. Il faut développer l'action citoyenne à travers les groupes locaux, les établissements scolaires, les syndicats, avec la participation de CONAPACH, de Servicio País et des autorités. On trouvera peut-être ainsi des solutions à leurs problèmes. Et il faut informer les communautés de la marche des choses par l'intermédiaire des divers médias.

Elles ont aussi proposé d'autres champs d'action pour améliorer l'environnement : recyclage des déchets organiques et non organiques, développer les espaces verts, contrôler les sources de pollution (eaux usées, métaux lourds, lies et résidus divers), respect strict des temps de fermeture de la pêche, protection de la ressource (taille, qualité), information du public sur les problèmes d'environnement.

En conclusion, cette rencontre des femmes du secteur artisanal de la zone Nord constitue probablement une étape importante qui ouvrira de nouvelles perspectives pour ce secteur en général et pour l'action en faveur d'une plus grande visibilité des femmes. Grâce à nos efforts à travers tout le pays, il a été possible de bien observer la situation des femmes. C'est un fait que, dans la zone Nord, les femmes sont les plus marginalisées en terme de participation directe, mais on note cependant qu'elles comprennent bien le rôle qu'elles jouent dans le développement de ce secteur d'activité. On peut donc penser que les initiatives qu'elles prennent pour faire avancer les choses pourront réussir.

Il faut soutenir ces femmes, il faut les aider à renforcer leurs organisations, à réaliser leurs programmes de développement socio-économique. Pour cela une approche intégrée s'avère nécessaire. Dans le passé, les autorités ont sans doute manifesté leur intention de renforcer le rôle d'actrices des femmes, mais les efforts ont été le plus souvent éparpillés sur des actions isolées, alors qu'une approche intégrée du développement semble indispensable. Les femmes du nord du pays ont certainement besoin qu'on les soutienne, mais sans oublier leurs partenaires, leurs maris, leurs pères, leurs compagnons...

Il est clair pour les femmes que la question de leur intégration dans le secteur est généralement escamotée

par les organisations professionnelles où les hommes prédominent évidemment. Mais nous estimons que nous sommes à un stade où on a de bonnes chances de réussir sur cette question très complexe. Au cours de la réunion, les femmes ont suggéré plusieurs projets de développement, qui concernent les *sindicados* et les divers services publics de la Région II. Nous invitons ces structures à constituer une plateforme qui pourrait nous aider à définir des stratégies et bien identifier les possibilités d'action en matière d'intégration des femmes.

On peut contacter Jéssica Alfaro Alvarez à : pescart@unete.cl

Amerique Latine/ Pérou

Nous ne sommes pas des concurrentes...

D'après un rapport rédigé par Cecilia Vidal Baldera et Jose Cachique Diaz. Cecilia Vidal est secrétaire nationale des femmes de FIUPAP et présidente du comité des femmes de la caleta Huarmey-Ancash. Jose Cachique est directeur exécutif du bulletin de FIUPAP, El Mundo de la Pesca Artesanal, et directeur de cette même organisation pour l'Amazonie.

Au Pérou, les choses ont avancé, progressivement mais concrètement : les femmes sont maintenant intégrées dans les structures sociales des pêcheurs artisans. Lors du cinquième congrès de la Federación de Integración y Unificación de los Pescadores Artesanales del Perú (FIUPAP) qui s'est tenu à Talara en mai de cette année, Cecilia Vidal Baldara a été élue secrétaire nationale des femmes. Le secrétaire général de FIUPAP, Claudio Nizama Silva, a exprimé sa conviction que les femmes doivent participer activement à toutes les activités, qu'il s'agisse de pêche, de commerce ou d'organisation.

A cette occasion, Cecilia Vidal a déclaré que les femmes des *caletas* sont généralement perçues comme des objets passifs plutôt que comme actrices à part entière des programmes de développement mises en œuvre par le gouvernement. Leur participation aux structures locales et régionales est minimale, quasi inexistante à vrai dire.

Elle a souligné les aspects suivants :

- La pêche artisanale est culturellement très diverse et les relations entre les hommes et les femmes sont également très diverses. Il ne faut donc pas généraliser. Les questions de genres sont de nature culturelle et doivent être appréhendées en tenant compte des caractéristiques particulières des

communautés de pêcheurs artisans.

- Il ne faut pas oublier que les femmes ont eu beaucoup de mal à faire valoir leurs intérêts, sur le plan social, politique et économique.



- La famille est la cellule de base des communautés de pêcheurs. Il faut bien admettre que les hommes ont, à l'occasion, usé et abusé de leur pouvoir sur les femmes. Il faudra bien que l'on fasse les analyses qui s'imposent pour prendre davantage conscience des problèmes liés aux relations de genres.
- Les femmes ont toujours apporté leur contribution aux activités de pêche artisanale, mais ce n'est pas forcément pour cela qu'on voit vraiment ce qu'elles font. Et pourtant elles font plein de choses : elles ramassent des coquillages, élèvent certaines espèces, vendent la production, transforment le poisson, tout en s'occupant des enfants et des autres tâches ménagères.
- Il leur arrive parfois de participer à des opérations de capture avec leurs hommes sous l'effet de contraintes économiques liées à l'amenuisement de la ressource.
- Dans le secteur de la pêche, les femmes participent aussi à la gestion et à la prise de décisions, elles sont présentes dans l'espace public.
- Il faut voir la participation des femmes de la pêche dans une perspective plus large : leur droit au travail sans doute, mais aussi une plus grande estime pour leur contribution au travail domestique, leur accès aux services de santé et d'éducation. Et il ne faut pas oublier les problèmes très importants de la scolarisation des enfants, surtout dans les périodes de crise économique.
- Lorsque nous parlons de faire évoluer certains aspects des relations de genres, nous avons à l'esprit un nouveau type de société où le respect de l'individu est primordial.

Cecilia conclut par ces mots :

Nous n'avons pas l'intention de faire concurrence aux hommes, mais au contraire de travailler à leurs côtés, de les soutenir, pour le bien-être de nos familles, de nos communautés et du pays.

Nous, les femmes, nous avons encore la tâche ardue de nous organiser. Nous estimons qu'il faut partager les responsabilités, être complémentaires. La liberté pour nous repose sur des liens familiaux solides qui nous permettent de rechercher ce qu'il y a de mieux pour nos enfants et de vivre chaque jour dans la compréhension mutuelle et la joie.

Pour contacter Cecilia Vidal, taper fiupap@yahoo.es

Amerique du Nord/ Canada

Et nous voici ensemble à nouveau

Bref compte-rendu de la réunion marquant le premier anniversaire de la conférence sur les genres, la mondialisation et la pêche qui s'était tenue en mai 2000

Par Donna Lewis, qui pratique la conchyliculture sur l'île du Prince Edouard, Canada. C'est une militante, porte-parole des pêcheurs artisans.

Un an donc après cette rencontre qui avait réuni des femmes de 18 pays à Terre-Neuve, afin de soutenir la dynamique des partenariats qui s'étaient constitués au Canada, le comité des femmes de la Fish, Food and Allied Workers Union (FFAW), appuyé par le Statut des Femmes Canada, a organisé une nouvelle réunion « pour examiner les questions qui avaient été soulevées en mai dernier, pour débattre d'autres aspects et établir un ordre de priorité pour l'action ». Vingt femmes du Canada atlantique, pratiquant la pêche, ouvrières d'usine ou chercheuses, y ont participé.

Barbara Neis, du département de sociologie de la Memorial University qui avait accueilli la rencontre de mai 2000, a dit aux participantes où l'on en était du livre et du film documentaire sur cet événement. Ces deux choses étaient prévues dans le projet Genres et mondialisation. Elle a aussi parlé des projets et priorités à venir de la Memorial University.

Puis les représentantes de l'île du Prince Edouard, de Terre-Neuve, de Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick ont donné des nouvelles de leur région. Les femmes de Terre-Neuve ont parlé de l'asthme dû au crabe des neiges dont on diagnostique de plus en plus de cas dans les usines de la côte atlantique. Cette année 750-900 personnes ont subi des tests pour détecter les liens éventuels entre leurs problèmes respiratoires et leur travail sur des crustacés. On a aussi noté d'autres

symptômes : gonflement, urticaire, dyspnée...

Pour la Nouvelle-Ecosse on a signalé que la mise en place des Family Resources Centres progresse. Ces structures offrent diverses formes de soutien : instruction, formation pour aider les femmes exclues du monde de la pêche à se trouver une activité chez elles... Les « femmes en dehors du système », qui ne bénéficient pas d'allocation chômage ou d'une aide sociale, qui n'ont pas les financements nécessaires pour avoir une formation complémentaire, sont considérées comme prioritaires. Ce projet essaie aussi d'établir des contacts avec des établissements d'enseignement locaux pour offrir à ces femmes une formation susceptible de les aider à retrouver une activité professionnelle. C'est ainsi qu'on a créé une Community University Research Alliance, avec des représentants des communautés littorales et des universités, pour constituer une sorte de « boîte à outils » destinée à faciliter l'évolution des politiques. En réponse à une demande de contribution au document sur la gestion des pêches du Canada atlantique, le réseau Nova Scotia Women's Fishnet a fourni un texte de discussion impertinent et stimulant au ministère des pêches et des océans.

Les représentantes du Nouveau-Brunswick ont dit que la question de l'égalité des salaires continuait à poser problème. Des réunions ont été organisées dans toute la province pour débattre de cet aspect avec des employés d'usines afin d'obtenir de nouveaux appuis et de faire évoluer les politiques et la législation. Force est de dire que la participation a été faible.

Les femmes de l'Île du Prince Édouard ont parlé de ce qui s'est fait à l'occasion de la Journée mondiale des pêcheurs, notamment de la Save our Seas (SOS) and Shores Coalition et des inquiétudes suscitées par les projets de développement de l'industrie pétrolière. Le problème des femmes qui travaillent au nettoyage des huîtres retient aussi l'attention et constitue une priorité. Auparavant elles étaient autorisées à ramasser les huîtres au fond de l'eau, après avoir obtenu une carte d'enregistrement de 50 \$ Can. Maintenant c'est interdit : pour pouvoir pêcher des huîtres, elles doivent acheter une licence qui coûte plus de 10 000 \$. Une femme qui avait sciemment défié la règle en automne dernier a été arrêtée au premier jour de la saison de pêche. L'affaire n'a pas encore été jugée.

Parmi les autres sujets de préoccupation, signalons les méthodes d'enquête de Développement des ressources humaines Canada et de l'Agence des douanes et du revenu du Canada. Des gens continuent à être ainsi rayés des listes des bénéficiaires de l'assurance chômage. Dans toute la région atlantique, on entend parler de familles de pêcheurs ou de matelots à faibles revenus qui vivent dans la tension pour des cause

physiques, mentales et financières. A Terre-Neuve, des affaires relatives au TAGS vont être jugées par les tribunaux. Le TAGS est un dispositif de soutien aux revenus pour les victimes de l'effondrement de la pêche à la morue, il y a une dizaine d'années.



L'an dernier, lors de la rencontre du mois de mai, il avait été beaucoup question d'éthique, de recherches pratiques suscitées par les acteurs du secteur de la pêche. Je suis heureuse de faire savoir que, au cours de la réunion annuelle de notre Aquaculture Alliance en avril dernier, nous avons adopté la résolution suivante : nous, membres de l'Alliance, allons diffuser et promouvoir l'usage des listes de thèmes de recherches et développement prioritaires pour le secteur de la pêche et prendre une part active à l'élaboration de projets et à la mise en œuvre de partenariats. Cette approche est acceptée au niveau provincial mais rencontre encore des résistances au niveau fédéral.

Aucune d'entre nous n'aurait pu traduire l'étendue de nos frustrations provoquées par l'attitude des bureaucrates, des politiciens, des gouvernements (ministres...), par la marginalisation des communautés littorales, des familles de petits pêcheurs, des employés d'usines qui dépendent de la pêche pour faire rentrer des sous dans les communautés. On fait bien peu de cas de ces gens-là.

Conscientes de l'utilité d'une bonne communication pour faire durer les communautés littorales, les femmes ont beaucoup discuté du site Internet qui avait été créé pour ce projet et de son intérêt potentiel pour les personnes des communautés actuellement connectées. Elles ont convenu que c'est un excellent outil, un bon endroit pour passer des annonces régionales et internationales. Il a aussi été question d'y ajouter un chat et un panneau d'affichage.

Les participantes ont également convenu que les communautés continuent à se dévitaliser et que le moral des familles est toujours préoccupant. Il est primordial de développer les compétences en matière de travail social. Les participantes (qui me surprennent encore par la profondeur et l'envergure des débats : ni clinquant ni fioritures ici !) sont bien décidées à développer et à renforcer leurs contacts. Il y a en effet beaucoup d'informations à partager afin que même dans les plus humbles communautés les gens puissent améliorer leurs conditions de vie.

L'énergie et l'enthousiasme dont nous avons été témoins en mai dernier n'ont pas faibli. Je suis fière de participer à ce projet et de constater le dynamisme qu'il insuffle aux petites communautés plus excentrées, la mienne par exemple. La prochaine réunion, à laquelle sera convié un plus grand nombre de participantes, cherchera à promouvoir un forum public sur la gestion communautaire des pêches. Elle est prévue pour novembre 2001, et ce sont les femmes de la Nouvelle-Ecosse qui se chargeront de l'accueillir.

Pour contacter Donna Lewis, taper : kidswest@auracom.com

Amerique du Nord/ Canada

Les femmes viennent-elles de la planète Mars ?

Extrait d'un article de Ariela Pahike qui travaille pour Nova Scotia Women's Fishnet. Il est paru dans Coastal Community News (volume 6, n° 6, juillet-août) qui est le bulletin d'information du Coastal Community Network, Nouvelle-Ecosse, Canada.

J'ai participé récemment à une consultation du ministère des pêches et des océans qui portait sur la gestion des pêches du Canada atlantique. J'étais là, à Moncton, avec Mary DesRoches qui représentait le Nova Scotia Women's Fishnet. Notre communication reprenait des points inscrits dans un document de discussion du ministère et qui pouvaient avoir des répercussions sur les femmes des communautés littorales et les travailleuses de la pêche. La chose faite, et après plusieurs autres interventions, un représentant du groupement des dragueurs du Nouveau-Brunswick s'est lancé tout échauffé dans une série de commentaires négatifs. Pour finir, dans une poussée de colère apparemment provoquée par notre intervention, il a lancé : « Et alors... (une voix féminine dans les écouteurs essayait de traduire poliment ses frustrations), et alors il y a des gens qui pensent que les femmes – les femmes – devraient s'asseoir à la grande table où se prennent les décisions. Dans ce cas,

pourquoi ne pas aussi inviter des Martiens à prendre place ? »

Plus tard, au cours de la discussion, nous parlions de la viabilité économique et sociale de la pêche et de la définition qu'il convenait de donner au mot « stakeholders » (acteurs, parties prenantes). Nous disions, Mary et moi, que toute personne directement ou indirectement concernée par la pêche, ou qui a des attaches historiques avec ce milieu, devrait pouvoir participer aux processus décisionnels. Nous ajoutions que cela incluait évidemment les femmes, qui tiennent un rôle essentiel pour assurer la stabilité des communautés du littoral et des familles, qui ont toujours participé à de nombreuses activités liées à la pêche. Un membre de la commission de réexamen des politiques du ministère nous a alors dit qu'il savait maintenant ce que nous pensions mais que, dans son document de discussion, le ministère proposait quelque chose de différent.

A ce moment-là j'ai sérieusement pensé à quitter la salle pour aller, d'un coup de voiture, jusqu'au magasin de déguisements pour me procurer un habit de Martienne. Et je serais revenue tenir les mêmes propos, mais en tant que Martienne représentant des Martiennes, et en disant que les Martiennes sont aussi concernées par la pêche et qu'elles ont donc leur mot à dire. Et je leur dirais aussi que les Martiennes aurait beaucoup à gagner si on continuait à privatiser et à professionnaliser la pêche. A l'avenir, lorsque les déplacements interplanétaires se feront plus aisément, les Martiens auraient peut-être envie d'acheter un bateau et un quota, s'inscrire pour des formations, pour un atelier sur la sécurité en mer avant de prendre le large en espérant faire un peu d'argent. On pourrait même donner à ces Martiens un pécule pour se lancer s'ils s'engagent à acheter beaucoup de quotas et à embaucher un petit pourcentage de Terriens locaux pendant quelques mois pour se familiariser avec les ficelles du métier.

Je ne suis évidemment pas sortie pour revenir en Martienne. Mais je suis persuadée que si un Martien s'était présenté à cette réunion de consultation, il aurait sans doute obtenu la même réponse que nous deux : « Merci pour votre point de vue, mais nous estimons que, pour le moment, les Martiens ne sont pas un élément significatif ». Et je pose cette questions : les femmes et les Martiens, même planète ? Sans doute que non, et je sais que la plupart des femmes, et de nombreux amis et parents de ces femmes, pensent la même chose. Mais qu'en est-il dans l'opinion publique, dans la société d'aujourd'hui ? Que pensent la majorité des gens, l'homme de la rue, et le politicien et le bureaucrate classique ?

Ma question n'est vraiment intéressante que par la

réponse qu'on lui donne. Si on assimile effectivement les femmes aux Martiens, il n'y a pas lieu de nous traiter comme des êtres humains ou sur un pied d'égalité avec les hommes. Ce serait une bonne source d'économies pour le gouvernement. Notre pays pourrait économiser sur les chapitres de l'assurance chômage, la formation, les salaires, la santé, l'enseignement. Il suffirait que chaque femmes/Martienne fasse la paire avec un mari, et tant qu'elle s'en occupera bien, elle ne connaîtra pas la faim, et elle aura peut-être même une vie agréable. Par contre, dans l'hypothèse où les femmes sont aussi des êtres humains à part entière, elles vont sans doute réclamer des emplois et avoir le droit de s'exprimer sur ce qu'elles estiment convenir le mieux à leurs familles, à leurs communautés et à elles-mêmes. Elles pourraient même additionner leur jugeote pour trouver les moyens de faire évoluer les politiques qui jusqu'à présent ont été injustes pour les femmes et les familles de pêcheurs ou qui ont fragilisé dans la durée les communautés. De temps en temps on en verra une présenter quelques idées dans ce sens lors d'une consultation ici ou là !

Mais avant que j'aille plus avant, avant de montrer en détail comment les femmes des communautés littorales sont affectées par les politiques des pêches, les dispositions de l'assurance chômage, les possibilités de formation, avant d'exposer les idées ou solutions que les femmes ont proposé pour consolider les communautés, pour assurer dans la durée leur développement social et économique, il faut tout d'abord se demander si, dans le processus actuel, les femmes sont reconnues comme des participantes, des décideuses à part entière au sein de nos communautés. Nous ne sommes apparemment pas d'accord sur un point essentiel : les femmes ne sont pas de la planète Mars. A cause de cela on ne peut pas aller de l'avant, et c'est profondément déprimant.

Si nous pouvons nous accorder là-dessus, nous commencerons à entrevoir la nécessité d'une évolution. Aujourd'hui, dans nos communauté littorales de Nouvelle-Ecosse, nombreuses sont les femmes qui n'ont pas les mêmes chances que les hommes. Le travail des femmes, qu'il soit rémunéré ou pas, contribue à la stabilité économique de nos communautés. Face aux défis, les femmes ont des choses pertinentes et importantes à dire dans la recherche des solutions.

Parce que c'est à l'occasion d'une consultation du ministère des pêches et des océans que j'ai dû m'interroger sur ma nature profonde, je retourne mes questions aux représentants du gouvernement : qui représentez-vous exactement ? Tenez-vous compte équitablement des préoccupations des hommes et des femmes ? Qu'est-ce qui vous pousse à considérer que

la pêche est un circuit fermé de « professionnels » et d'entreprises, en excluant l'environnement, les communautés et tous les gens dont le sort est lié à celui de la pêche ? Avec qui acceptez-vous de débattre de ces questions ? Dans quelle mesure êtes-vous prêts à considérer tous les points de vue avec le sérieux nécessaire ? J'espère que nous aurons sans trop tarder des réponses à certaines de ces questions fondamentales. Nous pourrions alors commencer à travailler ensemble pour trouver des solutions pertinentes aux problèmes qui se posent à nos populations.

Pour contacter Ariela Pahike, taper : cnews@auracom.

YEMAYA

Lettre de l'ICSF sur les Questions de Genres dans le Secteur de la Pêche

publié par le

Collectif international d'appui aux travailleurs de la pêche

27 College Road, Chennai 600 006

Inde

tél : 91 44 827 5303

fax : 91 44 825 4457

e.mail : icsf@vsnl.com

préparé par

Chandrika Sharma

traduction

Gildas Le Bihan-CRISLA, Lorient

Faites-nous part de vos commentaires et de vos suggestions pour améliorer le contenu de ce bulletin. Indiquez-nous aussi les noms de personnes susceptibles d'être intéressées par cette initiative. Nous serons très heureux de recevoir votre courrier et des articles à publier.

Les articles soumis par vous ou d'autres devront comporter 500 mots au maximum. Ils porteront sur ces questions de genres, sur des publications récentes, des réunions où la situation et l'action des femmes dans ce domaine sont évoquées. Nous serions aussi heureux de recevoir des `tranches de vie' racontant les efforts de ceux, hommes et femmes, qui militent pour une pêche durable et pour que la société reconnaisse leur apport à ce secteur d'activité. Ajoutez deux ou trois lignes sur l'auteur.